

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE PEGOMAS
SEANCE DU MARDI 28 JUILLET 2020**

**DELIBERATION N°2020-45 :
REPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT
DES ENFANTS HORS COMMUNE
APPROBATION DE LA CONVENTION AVEC LA VILLE DE GRASSE**

Nombre de conseillers municipaux Afférents au Conseil Municipal 29	En exercice 29	Présents 28	Pouvoirs 1	Absent(s) 0	Qui ont pris part à la délibération 29
Pour :	29				
Contre :	0				
Abstentions :	0				

L'An Deux Mille Vingt et le Vingt-Huit du mois de Juillet à Dix-Huit heures Trente, le Conseil Municipal de Pégomas, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à Pégomas, salle Mistral, sous la présidence de Mme SIMON Florence, Maire, à la suite de la convocation adressée le 22 juillet 2020

Etaient Présent (e)s :

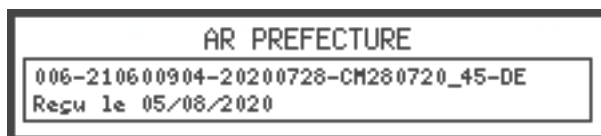
Mme SIMON Florence, Maire
M. VOGEL Dominique, 1^{er} adjoint
Mme DUPUY Martine, 2^{ème} adjoint
M. COMBE Marc, 3^{ème} adjoint
Mme PELAPRAT-LECLERCQ Isabelle, 4^{ème} adjoint
M. BERNARDI Serge, 5^{ème} adjoint
Mme MEY Josiane, 6^{ème} adjoint
M. BERTAINA Jean-Pierre, 7^{ème} adjoint
Mme BOURLIER Sandra, 8^{ème} adjoint
Mme PREVOST Dominique, Mme UBALDI Martine, M. SAILLAND Philippe, Mme CHAMPAVIER Patricia, M. ROBINET Philippe, M. KARALIC Yves, M. BERTI Gilles, M. PELLETIER Thierry, M. YBERT Alain, Mme JOURNO Sarah, M. VAUTE Cédric, Mme CREACH Julie, Mme FOUCHER Sandy, M. PIBOU Gilbert, Mme BARON Nathalie, M. BOULIER Patrick, M. GODILLOT Yannick, Mme LALLEMENT Sagane, Mme GOUSSEFF Valérie

Etait absente, ayant donné un pouvoir :

Mme POGGIOLI Isabelle à M. VOGEL Dominique

A été désignée Secrétaire de séance : Mme UBALDI Martine

Le quorum est atteint.



CONSEIL MUNICIPAL DE PEGOMAS	DELIBERATION
DU MARDI 28 JUILLET 2020	N°DL2020_45
RAPPORTEUR : M. Marc COMBE	
EDUCATION	
12. REPARTITION DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNE APPROBATION DE LA CONVENTION AVEC LA VILLE DE GRASSE	
<p style="text-align: center;"><u>SYNTHESE</u></p> <p>En application du code de l'éducation, lorsque les écoles maternelles, enfantines ou élémentaires publiques d'une commune reçoivent des élèves dont la famille est domiciliée dans une autre commune, la répartition des dépenses de fonctionnement se fait par accord entre la commune d'accueil et la commune de résidence.</p> <p>En ce qui concerne la répartition des charges de fonctionnement entre la commune de Grasse et la commune de PEGOMAS, la participation financière de chaque commune est fixée comme suit par convention ci-annexée, d'une durée de 3 ans à partir de la rentrée des classes de l'année scolaire 2020/2021 :</p> <ul style="list-style-type: none">- 683.12 € par élève pour une scolarité en maternelle ou en élémentaire et à 951.31 € par élève scolarisé en ULIS ou en classe internationale pour l'année scolaire 2020-2021. <p>Pour les années suivantes, ces sommes seront revalorisées en fonction de l'évolution de l'indice de rémunération des agents de la Fonction Publique Territoriale en vigueur au 1^{er} septembre.</p> <p>Il est proposé au conseil municipal :</p> <ul style="list-style-type: none">- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention, réciproque, de répartition des charges de fonctionnement des écoles publiques avec la ville de GRASSE pour l'année scolaire 2020/2021 et suivantes et tout autre document s'y rapportant.- DE DIRE que les crédits en dépenses et en recettes seront inscrits au budget.	

M. Marc COMBE expose :

Vu l'article L212-8 du code de l'Education, issu de l'article 23 de la loi n°83-663 du 22 juillet 1983 qui prévoit la participation des communes aux charges de fonctionnement pour les enfants scolarisés hors commune.

Considérant qu'il convient de renouveler la convention avec la commune de Grasse à partir de la rentrée des classes de l'année scolaire 2020/2021 et jusqu'au terme de l'année scolaire 2022/2023 soit au 31 août 2023. Cette convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties avec un préavis de trois mois minimum avant la date d'expiration de l'année contractuelle (avant le 1^{er} septembre).

En ce qui concerne la répartition des charges de fonctionnement entre la commune de Grasse et la commune de PEGOMAS, la participation financière de chaque commune est fixée comme suit et par convention réciproque, ci-annexée :

- 683.12 € par élève pour une scolarité en maternelle ou en élémentaire et à 951.31 € par élève scolarisé en ULIS ou en classe internationale pour l'année scolaire 2020-2021.

Pour les années suivantes, ces montants seront revalorisés en fonction de l'évolution de l'indice de base de rémunération des agents de la Fonction Publique Territoriale en vigueur au 1^{er} septembre.

Le conseil municipal Ouï cet exposé et après en avoir délibéré par 29 VOIX POUR (Mme SIMON Florence, M. VOGEL Dominique, Mme DUPUY Martine, M. COMBE Marc, Mme PELAPRAT-LECLERCQ Isabelle, M. BERNARDI Serge, Mme MEY Josiane, M. BERTAINA Jean-Pierre, Mme BOURLIER Sandra, Mme PREVOST Dominique, Mme UBALDI Martine, M. SAILLAND Philippe, Mme CHAMPAVIER Patricia, M. ROBINET Philippe, M. KARALIC Yves, M. BERTI Gilles, M. PELLETIER Thierry, M. YBERT Alain, Mme JOURNO Sarah, M. VAUTE Cédric, Mme POGGIOLI Isabelle (pouvoir à M. VOGEL Dominique), Mme CREACH Julie, Mme FOUCHER Sandy, M. PIBOU Gilbert, Mme BARON Nathalie, M. BOULIER Patrick, M. GODILLOT Yannick, Mme LALLEMENT Sagane, Mme GOUSSEFF Valérie)

DECIDE :

- D'AUTORISER Madame le Maire à signer la convention, réciproque, de répartition des charges de fonctionnement des écoles publiques avec la ville de GRASSE pour l'année 2020/2021 et suivantes et tout autre document s'y rapportant.
- DE DIRE que les crédits en dépenses et en recettes seront inscrits au budget.

Fait à PEGOMAS et délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pégomas, le 28 juillet 2020

Acte rendu exécutoire par sa transmission :

- au contrôle de la légalité le :
- et sa publication le :



Florence SIMON
Maire de PEGOMAS

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de NICE dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat.